

ARGUMENTAIRE

Campagne Front uni contre la vie chère

Cher-e Camarade,

Dans le prolongement des décisions du dernier Conseil national, le Parti engage à partir des manifestations du 1er mai une campagne nationale intitulée "Front uni contre la vie chère".

A l'heure où la précarité explose, où la dégradation salariale touche une immense majorité des salariés et où les retraités voient leur pouvoir d'achat en perpétuel recul, finir les fins de mois devient de plus en plus difficile pour un nombre sans cesse plus important de ménages. Avec cette campagne nous voulons dénoncer la situation insupportable imposée à notre peuple et avancer un grand nombre de propositions immédiates ou de moyen terme pour mettre en œuvre d'autres choix. Quand les grands médias ne s'intéressent qu'à la scénarisation de 2012, nous voulons mettre au cœur du débat politique la question sociale.

Cette campagne va prendre appui sur des tracts, une pétition, des affiches (à venir) et cet argumentaire pour les militants.

Nous voulons aller à la rencontre des centaines de milliers d'hommes et des femmes, populariser auprès d'eux nos propositions, recueillir leurs signatures et engager de multiples initiatives. A l'image de la campagne sur les retraites nous voulons engager une véritable bataille politique, liant la question de la vie chère et des des salaires.

Argumentaire 1 - Front uni contre la vie chère

LA VIE CHÈRE AU QUOTIDIEN

LE LOGEMENT

Constat :

Le logement est un reflet et un générateur de nouvelles inégalités : l'augmentation du logement pénalise en premier les plus modestes.

A la panne de l'ascenseur social se superpose la panne de l'ascenseur résidentiel : pas de possibilité d'améliorer sa condition résidentielle lors d'un changement de logement.

- La dépense moyenne engagée par les ménages pour se loger a augmenté de 23% entre 2002 et 2007.
- 3.5 millions de femmes et d'hommes vivent dans des logements indignes ou sont sans-abris
- 80% des français estiment qu'il est aujourd'hui difficile de trouver un logement
- Il y a, fin de l'année dernière, **1 230 136 demandes de logements sociaux sans réponses**. La crise du logement touche d'une manière ou d'une autre 10 millions de personnes en France et se traduit par une hausse des loyers. Le coût du logement, dans le secteur privé, représente pour les familles les plus modestes jusqu'à 50% du revenu.
- Seuls 32 communes en 10 ans ont atteint le taux des 20% de logements sociaux sur 931 communes concernées par la loi.
44 % des communes d'Ile-de-France (83 sur 181) ne respectent pas la loi SRU. Parmi les plus hors la loi : Neuilly-sur-Seine avec 3,6% de logements sociaux.
Petit rappel : La loi SRU, votée en 2000, impose aux communes de plus de 3 500 habitants d'atteindre un quota de 20 % de logements sociaux, et prévoit un système de pénalités financières en cas de manquement à cette obligation

Propositions du PCF :

- ✓ Limiter le montant des loyers à 20% du revenu des familles
- ✓ Blocage des loyers
- ✓ Interdire les expulsions locatives de toute personne et famille en difficulté économique et sociale
- ✓ Réquisitionner les logements vacants.
- ✓ Reconnaître le droit au logement comme un droit universel
- ✓ Créer un service public national et décentralisé du logement et de l'habitat
- ✓ Faire respecter la loi SRU et l'élargir en remontant à 30% en zone de tension et 25% sur le reste du territoire le seuil minimal de logements sociaux.

ENERGIE/ALIMENTATION

Constat :

- Depuis 2004, le gaz a augmenté de 60%
- La précarité énergétique touche 13% des ménages en France. Les ménages limitent leur consommation et souffrent du froid pour des raisons financières.
- Essence : super sans plomb + 11% en un an ; gazole : +14% en un an

- Certains produits alimentaires vont augmenter de 20% :
 - les farines : + 15 à 20%
 - les pâtes : + 5 à + 10%
 - le café : + 10 à +20%
 - l'huile : + 5 à + 8%
- Les spéculateurs profitent de toutes les opportunités (crises politiques, sociales) pour spéculer sur les matières premières, à l'image des céréales dont les prix à doublé en 1 an, de l'augmentation du baril de pétrole avec les soulèvements en Libye...

Propositions du PCF :

- ✓ Création d'un véritable service public de l'eau pour la mise en œuvre de prix inférieurs à ceux pratiqués par le privé.
- ✓ Renationaliser EDF/GDF.
- ✓ Instaurer un prix maximal à la pompe, une diminution de 5% de la TIPP (58% du prix de l'essence), financée par la taxation des compagnies pétrolières.
- ✓ Blocage du prix d'un ensemble de première nécessité.

Argumentaire 2 - Front uni contre la vie chère

A QUI PROFITE LA HAUSSE DES PRIX ?

Constat :

La période actuelle est marquée par la crise financière et ses conséquences. Avec une dette publique qui explose à cause de la récession, et le coût du sauvetage des banques et des marchés financiers. Sarkozy, FMI, UE et Medef font payer la crise aux peuples et au monde du travail

De tous les côtés, c'est le renforcement de l'exploitation capitaliste, pour augmenter la rentabilité financière des capitaux :

- La précarisation et l'intensification du travail avec son cortège de souffrances au travail et de drames.
- L'allongement de la durée du travail avec la réforme des retraites .
- Le retour de l'inflation qui rabote les revenus des plus modestes d'abord !

Ce retour de l'inflation n'est pas le fait des salariés puisque la rémunération du travail et des prestations sociales sont en recul par rapport à la hausse des dépenses incompressibles (loyers, EDF...). Ce n'est pas non plus le fait des dépenses publiques utiles puisque là encore la part des rémunérations publiques dans le PIB baisse (OCDE).

Par contre les premiers à supporter le retour de l'inflation ce sont les salariés les plus modestes, au travers du blocage des rémunérations des fonctionnaires, de la prime fantôme pour ceux du privé, de la perte du pouvoir d'achat, des retraites...

L'inflation a des causes et elle n'est pas perdue pour tout le monde !

- Une inflation importée due d'abord aux spéculations, notamment sur les matières premières et aux dérégulations des marchés,
- La répercussion dans les prix des frais financiers (coût des crédits) par les entreprises non financières
- La hausse des prix permet de relever artificiellement la rentabilité de certains placements et capitaux (immobilier...)
- Le libéralisme et les déréglementations (dépassements d'honoraires...)

Il y a des bénéficiaires de l'inflation : les marchés, les banques, les spéculateurs, les entreprises qui peuvent jouer sur les prix relatifs entre leurs filiales en France et à l'étranger, les grands groupes qui la font supporter aux sous traitants, et tous les acteurs en position dominantes sur des marchés où l'offre est trop étroite et déformée (logements) ...

Propositions du PCF :

Lutter dès maintenant contre la vie chère

- ✓ Blocage du prix de l'énergie.
- ✓ Blocage des loyers
- ✓ Blocage du prix d'un ensemble de produits de première nécessité
- ✓ Mise en place d'un dispositif pour la totale transparence des taux de marges des activités, notamment celles liées à l'énergie, la grande distribution et les banques.
- ✓ Création d'une contribution spécifique pour les grands groupes intervenants dans ces secteurs.

Argumentaire 3 - Front uni contre la vie chère

UNE FORTE DEGRADATION SALARIALE

Constat :

Le salaire réel par tête dans les sociétés non financières a diminué de 1% en 2009 et de 0,8% en 2010, il va reculer à nouveau en 2011.

Cela touche de plein fouet les familles les plus modestes dont les dépenses contraintes (logement, assurance, électricité, gaz, télécommunications..), représentent jusqu'à trois quarts des revenus.

8 millions de français (13% de la population) vivent sous le seuil de pauvreté, et entre 1,9 et 3,7 millions de personnes vivent dans un ménage pauvre dont le chef de famille dispose d'un emploi.

La majorité des salariés est touchée par les bas salaires : 50% des Français gagnent moins de 1 580€ nets par mois et 70 % des salaires mensuels nets de tous prélèvements sont inférieurs à 2074€.

Pourtant les gains de productivité du travail dans les entreprises auront été de 0,6% en 2010 et sans doute plus en 2011, et le patronat refuse toute négociation générale sur les salaires.

Cette dégradation salariale et ce blocage patronal sont les ingrédients de la montée du mécontentement et de la grande défiance à l'égard de tout ceux qui cautionnent les politiques d'austérité en France et en Europe.

Au menu de 2012 : Promesses et austérités

Pour répondre à ce mécontentement Nicolas Sarkozy promet une « prime » aux salariés dans les seules grandes entreprises où il y aura « *une forte augmentation des dividendes* » et dans les petites « *si ça va mieux* ».

Pour inciter les entreprises à jouer ce jeu-là on leur promet de nouvelles exonérations de cotisations sociales... Ce qui aura pour effet d'alourdir le déficit de la Sécu !

Ce marché de dupes tente de faire oublier le « Pacte pour l'euro plus » interdisant toute hausse générale des salaires et des augmentations inférieures aux gains de productivité.

Une politique d'austérité, efficace pour les profits financiers et les grandes fortunes, mais qui pénalise l'emploi et la croissance.

Ancrer au traité de Lisbonne, la politique de Sarkozy comme le programme du PS, présente plusieurs constantes :

- Pas de coup de pouce au SMIC ;
- Pas d'augmentation générale des salaires ;
- Freinage systématique de la masse salariale dans la fonction publique ;
- Poursuite de la baisse des cotisations sociales patronales.

Propositions du PCF :

Revaloriser le travail

- ✓ Création d'une sécurisation de l'emploi, de la formation et du revenu de chacun-e.
- ✓ Sensible augmentation du SMIC et des minima sociaux avec un salaire minimum porté tout de suite à 1 600€ bruts par mois.
- ✓ Une contribution immédiate des grandes fortunes, via un renforcement de l'ISF, pour redonner à l'État les moyens de conserver et créer des emplois utiles dans l'éducation, la santé, la police.
- ✓ Refonte du Code du travail pour abolir la précarité et établir l'égalité femme-homme

Argumentaire 4 - Front uni contre la vie chère

LES MARCHÉS FINANCIERS CONTRE L'INVESTISSEMENT ET L'EMPLOI

Constat :

La domination des capitaux financiers et leurs exigences de revenus (intérêts et dividendes) exercent une pression terrible sur les salaires et la qualité des investissements.

Cette domination se traduit par :

- L'envolée des bénéfices nets des sociétés du CAC 40 (83 milliards d'euros en 2010), distribués à plus de 40% sous forme de dividendes.
- Des intérêts versés aux banques et des dividendes payés aux actionnaires qui atteignent 326,2 milliards d'euros en 2009, dans les sociétés non financières, et absorbent 34,11% de la valeur ajoutée (richesses nouvelles) produites.
- L'explosion des profits des principales banques françaises, alors que celles-ci, continuent de bénéficier de larges aides publiques (dont un taux de refinancement de 1% auprès de la BCE),
- Une politique du crédit au profit des opérations financières, de la spéculation et des délocalisations, au détriment des PME et de l'investissement productif.
- L'économie réelle particulièrement affaiblie en France championne du monde de l'exportation de capitaux! En 2009 les actifs des entreprises françaises à l'étranger = 58,6% du PIB, contre seulement 40% pour l'Allemagne, 22% pour les USA, et 14% pour le Japon !

Propositions du PCF :

Reprendre le pouvoir sur l'argent

- ✓ Suppression des 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales patronales.
- ✓ Taxer les revenus financiers des entreprises.
- ✓ Moduler l'impôt sur les sociétés et les cotisations sociales pour pénaliser les entreprises qui délocalisent, qui développent leurs placements financiers, ou qui se servent des nouvelles technologies pour supprimer des emplois et dégrader les conditions de travail.
- ✓ Créer un Pôle public bancaire et financier pour développer un autre logique du crédit à partir de la Caisse des Dépôts et Consignations, des banques semi-publiques, mutualistes ou coopératives, et de banques nationalisées.
- ✓ Créer un « Fonds national de sécurisation de l'emploi, de la formation et des revenus » alimenté par le redéploiement de tous les fonds d'État créés depuis 2007-2008 et les fonds publics dévolus aux exonérations de cotisations sociales patronales. Ce fond prendrait en charge les intérêts versés aux banques par les entreprises sur leurs crédits pour les investissements en fonction de critères basés sur la création d'emplois, la formations, les progrès écologiques et l'augmentation de la masse salariale.
- ✓ Transformer la BCE et la Banque de France. Création d'un Fond européen de développement social, écologique et solidaire au service de l'emploi et des investissements utiles.
- ✓ Création de pouvoirs nouveaux pour les salariés et leurs représentants dans leurs entreprises, ainsi que des citoyens dans les institutions bancaires et les collectivités territoriales.

BONUS

Laurence Parisot assure que la richesse est bien partagée en France : la blague !

Quelques chiffres significatifs :

- 10.3 milliards d'euros de profits pour Total en 2010 sans aucune imposition sur la société.
- Liliane Bettencourt devrait être imposée à 4% en 2011. La femme la plus riche de France se verra donc appliquer le même taux qu'un contribuable touchant 1.300 euros net par mois. Elle bénéficie de la réforme de l'impôt sur la fortune.
- Bénéfices nets des sociétés du CAC 40 en 2010 : 83 milliards d'euros, 40% de dividendes reversés aux actionnaires et une imposition de seulement 8%. En plus de ces bénéfices records, les grands patrons du CAC 40 augmentent leurs salaires de 24%.
- Plus on est riche, moins on paie d'impôt : pour 36 000€ de revenus annuels familiaux, l'impôt s'élève à 25% alors que pour 100 000€ de revenus annuels familiaux, il s'élève à 17%.
- $\frac{1}{4}$ des salariés gagne à peine 25€ par jour.